

Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs



De Stem van de Arbeiders

n° 59

p.a.f. 0,60 € - mars 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Interdiction des licenciements !

Dans ce numéro:

*Face à la faillite du capitalisme,
la classe ouvrière doit défendre ses intérêts*

Comment le gouvernement s'apprête à démanteler le droit du travail

En mer Egée : les navires de guerre de l'OTAN contre les migrants

Turteltaks : du vol organisé au nom de l'énergie « verte »

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Le travail spolié

D'après une étude de la Confédération syndicale internationale, les 50 plus grosses multinationales (Samsung, Ikea, Siemens, ...) de la planète ont accumulé un pactole de 3400 milliards \$. De quoi racheter le Canada, les Emirats arabes, et quelques pays asiatiques... Cette richesse est produite par 116 millions de travailleurs dont 6 % seulement sont employés directement par ces entreprises.

Les 94 % autres travaillent dans une chaîne de sous-traitance dont la seule utilité est de diviser les travailleurs pour mieux les exploiter.

La division des travailleurs n'est pas uniquement la conséquence de la concurrence pour les emplois. C'est aussi le résultat d'une organisation volontairement mise en place par les groupes capitalistes les plus puissants. Et cette division ne pourra être surmontée que par la volonté des ouvriers de s'organiser ensemble autour de leurs intérêts communs.



Lagarde : croyez-moi, on va dans le mur

Dans un discours prononcé le 4 février à l'université du Maryland, Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a évoqué le ralentissement économique de la Chine et autres pays émergents. Le résultat en sera, dit-elle, « que des millions de pauvres vont trouver plus difficile d'aller de l'avant et que des membres des classes moyennes qui viennent tout juste d'émerger voient leurs attentes déçues ». Les conséquences ne seront pas seulement économiques : « C'est également porteur d'un risque d'inégalités croissantes, de protectionnisme et de populisme. »

Rien de neuf là-dedans, si ce n'est que c'est la directrice générale du FMI qui le dit. À la tête d'un organisme qui prétend orienter l'économie mondiale, elle ne trouve rien d'autre à dire que : la catastrophe approche, préparez-vous au pire.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Interdiction des licenciements !

Kris Peeters, ministre de l'emploi, veut, avant la fin de cette année, faire voter une loi qui permettrait aux entreprises d'expérimenter leurs propres règlements de travail qui peuvent déroger au droit du travail existant. C'est la porte ouverte à la disparition des dernières règles qui protègent un tant soit peu les travailleurs.

Parmi les points les plus importants du projet, il y a un nouveau statut de « travailleur autonome », un travailleur pas tout à fait indépendant, mais qui peut être licencié à tout moment, sans indemnité aucune, et qui serait payé en fonction du résultat livré et non plus en fonction des heures prestées. Autrement dit, le retour du salaire aux pièces. Peeters prétend que ce serait combattre la pratique des « faux indépendants », mais quel employeur se priverait d'user de ce statut au lieu d'embaucher un travailleur sous CDI ?!

Il voudrait lever les limitations de l'emploi d'intérimaires : plus d'obligation de CDI après 18 mois, plus de justification pour le recours à l'intérim. A côté de ça, une flexibilité accrue du temps de travail en fonction des carnets de commandes.

Le gouvernement s'apprête ainsi à satisfaire les revendications patronales sur toute la ligne, pour leur permettre d'intensifier l'exploitation. La mesure s'inspire de règlements déjà en vigueur dans des entreprises « innovantes » (quand il s'agit de trouver le moyen d'aggraver l'exploitation). Et de citer la flexibilité du temps de travail qui se pratique chez Audi à Bruxelles, avec le « compte +/- ». Un système qui permet à la direction de ne plus devoir accorder de congés et de sursalaire pour les heures supplémentaires. Ces heures vont sur un « compte temps » dans lequel le travailleur peut puiser. Mais surtout la direction peut à tout moment décider de faire tourner l'usine un samedi, ou de la fermer quelques jours, faisant diminuer l'épargne temps sur le compte.

En accordant encore plus de libertés aux entreprises de déroger au droit du travail existant, Peeters peut être sûr de disposer d'une source inépuisable d'inspirations qui permettront de détricoter le droit du travail très rapidement et de revenir 100 ans en arrière.

Mais cela montre aussi que le gouvernement et la législation suivent le rapport de force de la lutte des classes entre patrons et ouvriers. Et pour le moment

ce rapport de force est en faveur du patronat qui s'appuie sur le chômage et l'absence de direction aux luttes des ouvriers. En effet, la flexibilité chez Audi, tant admirée par Peeters, a été imposée sous la menace de la fermeture de l'usine.

A chaque restructuration, à chaque fermeture, les dirigeants syndicaux ont accompagné ces attaques en évitant d'engager une lutte d'ensemble contre tous les licenciements. Ainsi, isolés, affaiblis, les travailleurs se sont chaque fois retrouvés acculés à accepter des reculs. Et Peters compte sur l'absence de réaction de la bureaucratie syndicale pour accompagner le détricotage du droit du travail, en amusant les dirigeants des syndicats dans de multiples négociations morcelées, entreprise par entreprise, secteur par secteur, où le patron peut à chaque fois menacer du chômage.

Mais c'est l'ensemble des travailleurs qui est attaqué, et c'est ensemble qu'il faut se défendre pour renverser le rapport de force en notre faveur. Les patrons ont un programme : tout faire pour maintenir et augmenter leurs profits, par des licenciements et en aggravant l'exploitation des travailleurs. Les travailleurs doivent avoir le leur : un vrai emploi et un vrai salaire pour tous, en prenant sur les profits ! Et pour cela il faut que renaisse un parti ouvrier qui ait l'ambition et la capacité de donner une direction résolue aux luttes des travailleurs.

C'est le chômage qui permet au patronat de devenir toujours plus exigeant. C'est pourquoi la première revendication des travailleurs conscients doit être l'interdiction des licenciements ! C'est la crise et il y a moins de travail ? Mais même dans les pires moments de crise, il y a encore du travail. Il faut le répartir entre tous, sans diminution des salaires. Et il y a des travaux qui seraient bien nécessaires : construire les logements sociaux qui manquent pour les centaines de milliers de mal logés et les réfugiés, réparer les routes et les tunnels, il manque de crèches, et plein d'autres choses encore. L'argent pour ce faire existe, mais il est distribué aujourd'hui aux banques spéculatrices, aux patrons licenciés, aux plus riches qui peuvent frauder l'impôt.

Les travailleurs ont tout intérêt à se révolter contre ces absurdités. Et en ne comptant que sur leur propre détermination et leurs propres forces, les travailleurs ont les moyens de changer le rapport de force.

Le droit de grève ne se négocie pas !

Représentants syndicaux et patronaux négocient actuellement un remaniement du droit de grève. Le patronat voudrait ne plus voir de piquets de grève, pouvoir les sanctionner et mener des actions en justice contre les syndicats pour toute action qui leur déplaît. Chose qui n'est actuellement pas possible, car les syndicats n'ont pas de personnalité juridique. Bref, les patrons voudraient ne plus voir des travailleurs faire grève. C'est une preuve de la peur que les grèves leur font.

Il n'y a pas le début d'une virgule qui serait acceptable dans ces intentions patronales. Mais les dirigeants syndicaux se sont assis à la table pour « sauver la concertation sociale » qui leur procure mandats, fauteuils et un rôle dans la société bourgeoise. Mais à vouloir à tout prix garder leur rôle de « partenaire social » d'un patronat de plus en plus agressif, ils scient la branche sur laquelle ils sont assis.

Quant aux travailleurs, ces reculs de leurs droits ne sont pas une bonne chose, peu importe qu'ils soient imposés par voie de « concertation » ou par voie de loi du gouvernement. Mais s'il y a quelque chose comme un droit de grève, c'est bien parce que, dans le passé, les travailleurs ont fait grève... sans y avoir droit. Alors disons : Vive la grève !

Bateliers, cheminots, routiers de tous les pays...

Le transport par péniches est présenté comme une alternative écolo à la route. Pas pour l'exploitation des travailleurs en tout cas. Les 3 000 membres d'équipages occupés en Belgique subissent les effets de la concurrence entre armateurs : non paiement des heures supplémentaires, paiement tardif des salaires, multiplication des licenciements arbitraires et cela alors que la charge de travail et le dépassement des horaires augmentent systématiquement. Sur l'eau, le rail ou le macadam, le profit capitaliste ne transporte pas la société vers l'avant.

SNCB : oui, ils nous prennent vraiment pour des c... !

Le nouveau contrat de gestion de la SNCB préparé par les services de la ministre Jacqueline Galant prévoit une augmentation des tarifs durant les 4 prochaines années, ainsi que des tarifs plus chers aux heures de pointes, une diminution du nombre de lignes où le service est assuré de 7 à 21 heures, la fermeture des guichets de plusieurs gares pour les remplacer par des distributeurs automatiques... C'est scandaleux et la comédie des dirigeants des partis politiques aujourd'hui dans l'opposition, et qui hier ont appliqué les mêmes recettes, l'est tout autant.

Solidarité avec la grève des travailleurs de H&M à Puurs !

Les 160 travailleurs du site logistique de H&M à Puurs (près d'Anvers) sont en grève depuis le 15 février pour protester contre la délocalisation des activités vers le site de Ghlin (près de Mons). La direction de H&M propose hypocritement aux travailleurs de Puurs de déménager à Ghlin pour retrouver un emploi, « dans le site logistique ou dans un magasin ».

Les grévistes de Puurs ne font aucune confiance aux propositions de leur direction, notamment parce que il

n'y a pas d'emplois à temps plein dans les magasins. La direction de Puurs prétend « qu'il n'y a aucune marge pour négocier ». Encore un mensonge : pour la saison 2014 - 2015, le groupe H&M a vu son bénéfice progresser de 36 % pour atteindre 3,61 milliards €. Largement de quoi maintenir les emplois à Puurs... et améliorer les conditions de travail et les salaires à Ghlin !

Les cannibales

Chez BNP Paribas, un élargissement du plan de réduction de personnel a été annoncé. Ce plan pousse les employés de plus de 50 ans dehors. La direction veut faire disparaître 1 050 équivalents temps plein d'ici trois ans.

Depuis la crise bancaire en 2008, près de 8 500 emplois ont été supprimés dans le secteur bancaire. Et cela n'a pas « assaini » les banques qui spéculent plus que jamais et nous rapprochent tous les jours un peu plus de la prochaine crise de grande ampleur. Il est temps de refuser de nouveaux sacrifices pour ce système dément !



BNP-Paribas en Pologne : même enseigne, même politique

Le bon Accent

La société d'intérim Accent Job veut offrir un smartphone et un jour de congé à ses employés pour qu'ils ne participent pas aux élections sociales. Le lendemain de cette annonce, une de ses agences à Liège avait sa vitrine brisée et un mur couvert d'un tag : « garde ton iphone ». Dommage pour la vitrine, mais heureusement pour la dignité des travailleurs.

Des licencieurs qui défendent l'emploi ?

Le 15 février dernier, les patrons de la sidérurgie en Europe ont organisé une manifestation à Bruxelles pour protester contre la reconnaissance de la Chine comme « économie de marché », une concurrence qui d'après eux menacerait les emplois dans la sidérurgie en Europe.

Ces mêmes patrons - ArcelorMittal, Tata Steel, ThyssenKrupp, Duferco, Saarstahl... - n'ont pas attendu ce nouveau statut de la Chine pour supprimer 40.000 emplois dans la sidérurgie ces dernières années en Europe, tout en faisant des profits énormes et en empochant des milliards d'euros de subsides et de cadeaux fiscaux. Et tout d'un coup, ils s'inquiètent pour l'emploi ?

Ces patrons veulent embrigader les travailleurs dans leur guerre économique. Mais le problème des travailleurs n'est pas la concurrence chinoise, ce sont les profits que ces patrons ont réalisés en supprimant leurs emplois et leur salaires. Les travailleurs ont leur propre lutte à mener : imposer l'interdiction de licencier aux patrons et se battre, comme leurs collègues chinois, pour des meilleures conditions de travail et de salaires, en imposant la diminution des profits des capitalistes.



Partager les congés ? Partager le travail !

La Chambre va examiner une loi qui donnerait aux travailleurs la possibilité légale de donner des jours de congé à un collègue qui en aurait besoin, par exemple pour s'occuper d'un enfant malade. Et le MR qui est à l'origine de cette proposition de s'émerveiller de la solidarité entre travailleurs...

Enfin, d'une solidarité qui ne coûte rien à l'employeur. Car ce qu'il faudrait vraiment partager c'est d'abord le travail, et sans perte de salaire ! C'est comme ça que tout le monde pourrait avoir du travail... et des congés en suffisance. Mais le jour où les travailleurs imposeront cette mesure de bon sens par la grève, ils sont sûrs de ne pas voir le MR faire l'éloge de leur solidarité...

Il prétend augmenter les pensions pour mieux les baisser

Le ministre des pensions Daniel Bacquelaine, MR, a eu une idée ! Il veut relever le plafond maximal de la pension légale (1671,95 € actuellement). Les 2% des pensionnés qui peuvent encore prétendre à cette pension maximale doivent avoir plus, c'est certain, mais qu'en est-il des autres 98% ?

Ici, le ministre prévoit de prendre moins en compte les périodes de chômage ou d'autres revenus de remplacement, bref de baisser les pensions de nombreux futurs pensionnés qui sont de plus en plus rares à atteindre une carrière complète de 45 ans, et de plus en plus nombreux à vivre sous le seuil de pauvreté.

Avec ce plan, les pensions n'augmenteront pas, elles baisseront. Il ne faut pas laisser faire !

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Les profits pour les actionnaires, le chômage pour les travailleurs ?

Après les annonces en grande pompe sur l'avenir de l'usine, la direction s'est bien gardée d'inviter les journalistes pour partager l'annonce de plusieurs mois de chômage en 2016 et 2017, d'ici l'arrivée du nouveau modèle.

L'allocation du chômage ne représente que 65% du salaire et elle est financée par la sécurité sociale, autrement dit par les travailleurs eux-mêmes !

Entre 2010 et 2015, Audi a augmenté les dividendes distribués aux actionnaires (essentiellement le groupe VW) de 200%. Ils peuvent largement payer les salaires pendant quelques mois de travaux !

Leurs profits... ou nos salaires !

L'argument de la direction pour nous envoyer au chômage, c'est qu'il n'y a pas de travail pendant les travaux d'aménagement. Si on suit cette logique-là, il faut s'attendre à voir les congés payés disparaître, que les pauses ne soient plus du tout comptées dans le temps de travail, etc.

Et pourquoi ? Pour que les actionnaires puissent empocher des milliards, sans bouger le petit doigt ?

Et la lumière... rapporta gros

La facture d'énergie des ménages en Wallonie s'alourdit pour financer les « certificats verts » censés développer l'énergie « verte », mais qui ont surtout été une source de subsides pour les entreprises.

En Flandre, l'évolution a été semblable. La nouvelle taxe de la ministre flamande de l'Energie, Annemie Turtelboom (VLD), sera-t-elle la goutte qui fait déborder le vase ?

En 2011, les ménages flamands ont vu leur facture d'électricité augmenter de 72 € en moyenne par an. Les deux grands distributeurs Eandis et Infrax font ainsi payer aux consommateurs les « certificats verts » de l'énergie issue de panneaux solaires. L'augmentation dépend cependant du nombre de panneaux solaires dans la commune. À Kieldrecht, où le millionnaire Fernand Huts a couvert les toits de ses installations industrielles de 800.000 m² de panneaux solaires, c'est 147 € de plus par ménage.

Pour Huts, l'installation de panneaux solaires a été un « bon investissement » qui lui rapporte 13 millions d'euros de subsides annuels par les « certificats verts ». Beaucoup d'industriels ont fait pareil : Ikea, Colruyt, ... Les installations d'ING rapportent 19 millions d'euros par an.

A l'opposé, de plus en plus de ménages ont du mal à payer leur facture d'électricité.

En 2014, 72.000 ménages ont été exclus par Electrabel pour défaut de paiement, des dizaines de milliers de ménages doivent se débrouiller avec un compteur « à budget » avec une carte prépayée. Quand elle est vide, plus de lumière, plus de frigo. Et chaque année, ils sont 10% de plus.

C'est à tout cela que s'ajoute la « contribution augmentée au fonds d'énergie » de Turtelboom qui a déjà reçu le surnom de « Turteltaks ».

Sous prétexte de développer l'énergie verte et d'atteindre les objectifs de réduction des émissions CO₂, elle veut mettre à contribution chaque ménage et

chaque entreprise de 100 € par an, prétendant que c'est là une mesure équitable. Même les « consommateurs protégés » relevant du CPAS devraient payer 25 €.

Mais 100 € pour un retraité ou une mère isolée ne représentent pas la même somme que pour une multinationale ... ou pour Fernand Huts !

Et cet argent profitera à qui ? Pour la centrale de biomasse à Langerlo qui ne verra finalement pas le jour pour cause de faillite de la société qui allait la racheter et l'exploiter, les subsides prévus s'élevaient à 2 milliards d'euros sur 10 ans ! Et bien d'autres industriels ont flairé des profits dans l'énergie (plus ou moins) verte, assurés par l'argent public.

Pour procurer des profits aux capitalistes, les politiques d'énergie « verte » sont efficaces. Mais attendre du système capitaliste de résoudre les problèmes écologiques ou même simplement couvrir les besoins en énergie de la société, c'est utopique.



Riffl au paradis fiscal belge

La Commission européenne met en cause les rulings belges qui ont permis aux grandes entreprises d'économiser plus de 600 millions d'euros d'impôts en 2014. Maintenant, ce sont les Etats-Unis qui critiquent les intérêts notionnels qui permettent aux multinationales américaines de déclarer leurs profits en Belgique et d'y payer 1 ou 2% d'impôts plutôt que de payer leurs impôts américains.

Le ministre des finances Van Overtveldt (N-VA) pense donc à réformer les impôts des sociétés en Belgique? Pour mettre fin à toutes ses échappatoires? Peut-être, mais surtout pour baisser encore plus les impôts officiels sur les sociétés, actuellement à 33,99%. 20%, ça irait ?

Des Impôts en contre-plaqué d'Ikea

Alors qu'Ikea a ouvert son nouveau magasin aux Grands Près de Mons, les Verts du Parlement européen ont décortiqué le système de montages fiscaux qui a permis à Ikea d'échapper à 1 milliards d'euros d'impôt entre 2010 et 2014. Pour la Belgique, Ikea a pour cette période pu économiser au moins 488 millions d'euros grâce aux intérêts notionnels et n'a payé que 2,4% d'impôt !

Les 350 travailleurs embauchés par Ikea à Mons payeront 30% et plus sur leurs salaires, et cela après avoir enrichi les actionnaires d'Ikea par leur travail.

Face à la faillite du capitalisme, la classe ouvrière doit défendre ses intérêts !

Depuis des mois, les gouvernements des pays de l'Union européenne, une des régions les plus riches du monde, se montrent totalement incapables de trouver le moindre début d'une solution à la situation catastrophique des réfugiés. Plusieurs milliers de personnes sont mortes aux frontières de l'Europe cette année, d'autres croupissent dans des conditions inhumaines à Calais ou devant d'autres frontières qui se ferment l'une après l'autre. Et partout on voit naître des démagogues écœurants qui surfent sur la précarité de l'existence due au chômage pour nous faire accepter ces meurtres présents et futurs.

Cette même Union européenne dépense 60 milliards d'euros par semaine pour racheter des titres financiers sans valeur, aux banques privées pour que celles-ci puissent maintenir leurs bénéfices...et éviter la faillite.

Il y aurait des moyens pour construire les logements nécessaires pour les réfugiés et pour tous ceux qui ici même, dans un des pays les plus riches du monde, ne sont pas ou sont mal logés. Il y a des moyens pour éradiquer la misère sur toute la planète. Une petite fraction des dépenses d'armement y suffirait.

Mais les seules décisions que les dirigeants de ce système sont capables de prendre, sont celles qui continuent à enrichir la classe capitaliste qui est pourtant responsable de la situation. Pour cette classe capitaliste, il est hors de question de laisser un politicien prendre la moindre décision allant contre ses intérêts.

Chômage, pauvreté, manque de logements, pollution, la classe capitaliste est incapable de résoudre ces problèmes fondamentaux, elle les nourrit ! Les dirigeants de ce monde ont beau courir d'un sommet de crise à l'autre, ils sont incapables d'arrêter cette machine folle. Et les guerres des pays capitalistes appauvrissent encore plus les populations.

Malgré tous les moyens techniques dont on dispose aujourd'hui, ce système est incapable de garantir un minimum de sécurité d'existence à la grande majorité des êtres humains, par le simple fait que les profits de la minorité capitaliste proviennent de l'exploitation de tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

Mais ce sont les exploités qui font tout fonctionner dans la société. Sans les travailleurs, il n'y a pas d'usine qui tourne, pas de train qui roule, pas de bateau rempli de marchandises qui traverse les océans, pas d'électricité, pas de télécommunication, rien n'est produit, rien n'est vendu, et bien sûr pas de profits.

Et il faudrait que les travailleurs acceptent de voir les jeunes au chômage, sans avenir et sans espoir, de voir les salaires et les pensions rabotés, la pauvreté qui s'installe même chez ceux qui ont encore un travail, et cela dans un pays riche ? Avec comme seul résultat que la crise s'aggrave, que les problèmes deviennent encore plus criants jusqu'à basculer dans la catastrophe ?!

Face à la faillite de ce système dément, les travailleurs ne doivent

pas se taire. Ils sont en droit de poser leurs propres exigences.

Il faut que tout travailleur ait un travail et un salaire qui lui permette de vivre dignement. La seule raison de cette situation absurde où les uns se crèvent au travail, tandis que les autres croupissent au chômage, c'est la course aux profits. Les salaires des travailleurs licenciés ont servi à gonfler encore plus les bénéfices, avec comme conséquence d'aggraver la spéculation et la crise. La moindre des choses serait d'interdire les licenciements et de diminuer les profits pour répartir le travail entre tous, sans perte de salaire !

Certes, il serait vain de compter sur des politiciens ou des dirigeants syndicaux pour réaliser quoi que ce soit allant dans le sens des intérêts des travailleurs. Mais quand les travailleurs ne se résignent plus, quand ils ne comptent plus que sur leurs propres forces collectives, ils sont capables d'imposer des reculs aux capitalistes. Car ils peuvent avoir des nombreux alliés, et les migrants, eux aussi obligés de vendre leur travail, seront avec ceux qui luttent.

Oui, le rapport de force pourrait changer rapidement. Et on se rendra même compte alors que les travailleurs sont capables d'arracher aux capitalistes la direction de l'économie et de la faire fonctionner sur une autre base, en la soumettant au contrôle démocratique de tous ceux qui travaillent. Les luttes des exploités sont porteuses d'espoir de cet avenir enfin digne des êtres humains, un avenir communiste !

En mer Égée : l'Otan contre les migrants

À la demande de l'Allemagne et de la Turquie, l'Otan va participer à la surveillance des frontières européennes, notamment en mer Égée, officiellement pour lutter contre les passeurs. Concrètement, l'Otan va envoyer de cinq à sept navires qui, en collaboration avec les quinze navires de l'agence européenne Frontex, auront pour rôle de repérer et d'intercepter les embarcations de migrants qui tentent d'atteindre, à leurs risques et périls, les côtes grecques... et de les renvoyer vers la Turquie.

Alors que la politique inhumaine des dirigeants européens a déjà provoqué la noyade de centaines de personnes qui tentaient la traversée, cet obstacle supplémentaire n'empêchera pas des réfugiés fuyant les bombardements et la terreur de risquer leur vie et celle de leur famille pour se mettre à l'abri. Par contre, cela risque bien de multiplier les naufrages, puisqu'ils devront prendre encore plus de risques pour échapper à la surveillance. Sans compter le prix de la traversée qui risque, lui, d'augmenter. En prétendant lutter contre les passeurs, les dirigeants européens contribuent à leur fortune. En fait, leur seule préoccupation est d'empêcher les réfugiés d'atteindre les côtes européennes, et l'intervention de l'Otan est un élément dans la pression sur la Turquie pour qu'elle les parque dans des camps, sur son territoire.

Au-delà des migrants, l'intervention de l'Otan risque d'aggraver les tensions entre la Grèce et la Turquie qui, bien qu'elles en soient toutes deux membres, n'en sont pas moins en rivalité pour le

partage des eaux territoriales en mer Égée, potentiellement riches en pétrole.

L'Otan fera-t-elle intervenir la marine turque dans les eaux grecques pour venir y chercher des embarcations qu'elle aura repérées, au risque d'envenimer encore plus la situation ?

La lutte contre les passeurs en mer Égée pourrait cacher bien d'autres préoccupations.

Article extrait du journal français Lutte Ouvrière du 12 février 2016

Les enfants migrants, victimes des Etats et des trafiquants

La coordination policière de l'Union européenne a fait le constat que plus de 10 000 réfugiés mineurs ont disparu en Europe en un an et demi, sur les 26 000 arrivés seuls en Europe. Elle s'inquiète du fait que nombre de ces enfants sont sous la coupe de réseaux criminels de prostitution et d'esclavage.

Mais ce sont les Etats européens, dont la France, qui ont contraint les migrants, dans une situation désespérée, à confier leur vie et celle de leurs enfants à des trafiquants pour déjouer les barrières mises en place par les gouvernements.



Nos amis les dictateurs

Le gouvernement Michel a fait des pieds et des mains pour inviter le président iranien Rohani qui annonçait son intention de se rendre à Bruxelles cette année.

Nul n'ignore que l'Iran est un État tortionnaire, mais il recèle tant de richesses et un marché si prometteur qu'il n'est pas question de s'occuper des droits de l'homme. Même chose avec l'Arabie saoudite qu'une commission économique visita en 2014, occasion pour la princesse Astrid de se couvrir d'un voile...

Et c'était pareil lorsque Kadhafi visita la Belgique en 2004 ou le dictateur syrien Assad en 2008, lorsqu'il assista au défilé français du 14 juillet en 2008. Dorloter les dictateurs, les gouvernements européens ont toujours su le faire: l'argent d'abord. Mais pour ce qui est des réfugiés, il n'y a pas de place !

Pétrole : l'or noir pour les uns, l'enfer pour les autres

La chute des prix du pétrole met à genoux la plupart des pays producteurs. Ainsi, le Nigéria, premier producteur en Afrique et dépendant à plus de 90% de ses exportations, vient de demander un prêt d'urgence aux institutions internationales.

L'exploitation pétrolière a enrichi depuis des décennies les multinationales, les quelques bourgeois locaux et un appareil d'État corrompu à leur service. Mais elle n'a pas permis de sortir le pays du sous-développement. Ce pays reste un des plus pauvres du monde. Cet emprunt va signifier encore plus de sacrifices imposés à la population de ce pays.